



**PALAIS DES
FESTIVALS
ET DES CONGRÈS
CANNES**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION N° 25/14

ACHETEUR :	SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LES ÉVÉNEMENTS CANNOIS (SEMEC) LA CROISSETTE CS 30051 06414 CANNES CEDEX
OBJET DE LA CONSULTATION :	PRESTATIONS DE SERVICE D'AGENCE DE VOYAGE ET MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME DE RESERVATION POUR LES DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS DES COLLABORATEURS DU PALAIS DES FESTIVALS ET DES CONGRÈS DE CANNES
PROCÉDURE DE CONSULTATION :	Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique
TYPE DE MARCHÉ :	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1, R. 2162-2 – 2e alinéa, R. 2162-4-2°, R. 2162- 5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des candidatures et des offres :

Mercredi 9 juillet 2025, à 12h00.

Date et heure limites imparties aux candidats pour formuler des questions écrites à la SEMEC :

Lundi 30 juin 2025, à 12h00.



RÉPONSE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE OBLIGATOIRE

SOMMAIRE

Article premier. – Nom et adresse de l’acheteur	3
Article 2. – Objet et étendue de la consultation	3
2-1. - <i>Objet de la consultation</i>	3
2.2. <i>Classification du marché</i>	3
Article 3. – Conditions de la consultation.....	3
3-1. - <i>Étendue et mode de la consultation</i>	3
3-2. - <i>Décomposition en tranches et en lots</i>	3
3-3. - <i>Présentation en groupement</i>	4
3-4. - <i>Variantes</i>	4
3-5. - <i>Modifications de détail au dossier de consultation</i>	5
3-6. <i>Délai de validité des offres</i>	5
3-7. <i>Propriété intellectuelle des projets</i>	5
3-8. - <i>Passation éventuelle d’un marché négocié en vertu de l’article R. 2122-7 du Code de la commande publique</i>	5
3-9. - <i>Modalités essentielles de financement et de paiement</i>	6
Article 4. – Type et durée du contrat	6
4-1. - <i>Type de contrat</i>	6
4-2. - <i>Durée du marché</i>	7
4-3. <i>Calendrier détaillé d’exécution :</i>	8
Article 5. – Retrait du dossier de consultation des entreprises et présentation des candidatures et des offres	8
5-1. - <i>Retrait du dossier de consultation des entreprises</i>	8
5-2. - <i>Présentation des candidatures et des offres</i>	9
Article 6. – Examen des candidatures et jugement des offres	13
6-1. - <i>Critères de sélection des candidatures</i>	13
6-2. - <i>Critères de choix des offres</i>	14
6-3. - <i>Négociation</i>	15
6-4. - <i>Fin de la procédure</i>	15
Article 7. – Conditions d’envoi ou de remise des candidatures et des offres	16
7-1. - <i>Envoi ou remise des candidatures et des offres sur support papier</i>	16
7-2. - <i>Envoi des candidatures et des offres par voie électronique</i>	16
7-3. - <i>Divers</i>	17
Article 8. – Visite sur les lieux d’exécution du marché	18
Article 9. – Autres renseignements	18
9-1. - <i>Renseignements complémentaires</i>	18
9-2. – <i>Confidentialité</i>	18
9-3. – <i>Déclaration sans suite</i>	18
9-4. - <i>Recours</i>	18

Article premier. – Nom et adresse de l'acheteur

L'acheteur, également désigné dans le présent règlement de la consultation sous le terme de « Pouvoir Adjudicateur » ou de la « SEMEC », est la :

Société d'Economie Mixte pour les Evénements Cannois (SEMEC)
La Croisette
CS 30051
06414 CANNES CEDEX

Tél. : (+33) 4 93 39 01 01

Fax : (+33) 4 93 99 37 34

Adresse internet : <https://www.palaisdesfestivals.com>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse e-mail : commandepublique@palaisdesfestivals.com

Article 2. – Objet et étendue de la consultation

2-1. - Objet de la consultation

La présente consultation concerne des **Prestations de service d'agence de voyage et mise à disposition d'une plateforme de réservation pour les déplacements professionnels des collaborateurs du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes** ;

Dans le cadre de la promotion et du développement de l'activité de la ville de Cannes, plusieurs collaborateurs effectuent des déplacements en France, en Europe et à l'international.

Afin d'accompagner ces missions, nous souhaitons faire appel aux services d'une agence de voyages pour organiser leurs déplacements professionnels.

2.2. Classification du marché

Code CPV	Description
63510000-7	Services d'agences de voyage et service similaires
79997000	Services de voyages d'affaires

Article 3. – Conditions de la consultation

3-1. - Étendue et mode de la consultation

Le présent marché est passé sur appel d'offres ouvert. Il est soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3-2. - Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code la commande publique.

3-3. - Présentation en groupement

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement. S'ils optent pour le groupement, ils peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dans ce cas, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les candidats sont, par ailleurs, informés qu'il leur est interdit de présenter pour le marché public plusieurs offres en agissant à la fois :

1. en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
2. en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'aucune forme juridique de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution.

Cependant, en cas d'opérateurs économiques groupés conjoints, le mandataire du groupement devra être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

L'opérateur économique, membre du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

3-4. - Variantes

3-4.1. - Variantes libres

Les variantes libres sont des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Dans le cadre de la présente consultation, ces variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

3-4.2. - Variantes imposées


Les variantes imposées sont des prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives que le pouvoir adjudicateur demande aux candidats de chiffrer et qu'il se réserve le droit de retenir ou non.

Dans le cadre de la présente consultation, il n'y a pas de variantes imposées.

3-5. - Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter **huit (8) jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

 Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur utilisera son profil d'acheteur (plate-forme www.marches-securises.fr) pour communiquer par écrit avec les candidats : envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du dossier de consultation, éventuelles demandes de compléments de candidatures, etc.

Des courriels en provenance de l'adresse de messagerie du profil d'acheteur (courriels émis pour le compte du Palais des Festivals et des Congrès de Cannes (06) depuis la plate-forme www.marches-securises.fr) seront donc adressés aux candidats les informant de la réception de messages contenant notamment un lien de téléchargement, permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages.

Les candidats sont donc invités à :

- S'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie courriel permet de recevoir ce type de message ;
- Vérifier, le cas échéant, que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirables » ou « spams » ;
- Accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

L'article 5.1.1 ci-après précise les règles relatives aux échanges dématérialisés.

3-6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **quatre (4) mois** ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3-7. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

3-8. - Passation éventuelle d'un marché négocié en vertu de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de recourir à une procédure négociée pour conclure avec le(s) titulaire(s) du marché, des marchés de services ayant pour objet des prestations similaires.

3-9. - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits au budget annuel, dans les comptes de la SEMEC. Le financement est assuré à partir de fonds propres.

Le marché est traité à prix unitaires.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application, aux quantités réellement exécutées des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont fermes et non actualisables, pendant la première période initiale du marché.

Ils sont ensuite révisables chaque année, à la date anniversaire du marché, suivant les modalités fixées au C.C.A.P.

Le règlement des comptes du marché se fera conformément aux dispositions du C.C.A.P.

Conformément à l'article R. 2192-11-2° du Code de la commande publique, les sommes dues en principal en exécution du marché sont payées dans un délai global ne pouvant excéder **soixante (60) jours**, par virement bancaire.

Le dépassement du délai de paiement susvisé ouvre de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont augmentés d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros.

Article 4. – Type et durée du contrat

4-1. - Type de contrat

La consultation donnera lieu, en application des articles L.2125-1-1°, R. 2162-1, R. 2162-2 – alinéa 2, R. 2162-4-2°, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, à un accord-cadre à bons de commande.

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins sur la base des prix indiqués dans l'offre financière du soumissionnaire retenu.

L'accord-cadre est mono-attributaire ; il est conclu avec un seul opérateur économique. Il est conclu **sans montant minimum et avec un maximum**.

Les prestations de l'accord-cadre seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Montant annuel minimum H.T.	Montant annuel maximum H.T.
Sans montant minimum	150 000 €

Le montant maximum susmentionné vaut pour la première période initiale et pour chacune des périodes annuelles de reconduction.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

4-2. - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an ferme à compter de sa date de notification.

A titre indicatif, la date prévisionnelle de notification du marché interviendra au deuxième semestre de l'année 2025.

Il est reconductible **trois (3) fois**, de manière tacite, par périodes successives d'un an.

Chaque partie est libre de refuser expressément la reconduction.

À défaut de décision expresse de la SEMEC, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, **quatre (4) mois** au plus tard avant la date d'expiration de la période en cours du contrat, il sera considéré comme tacitement reconduit.

Toutefois, le Titulaire peut refuser la reconduction ; dans ce cas il devra, par décision motivée, notifier son refus à la SEMEC par lettre recommandée avec accusé de réception **six (6) mois** au plus tard avant la date d'expiration de la période en cours du marché. À défaut de refus exprès avant ce délai, le Titulaire sera alors tenu d'accepter la reconduction.

La reconduction pourra également intervenir de manière anticipée lorsque le montant maximal annuel aura été atteint.

Dans ce cas, elle interviendra au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum périodique.

Si le marché est reconduit en raison du dépassement du montant maximum, l'acheteur informe le Titulaire de la date de reconduction.

En cas de décision de la SEMEC de ne pas reconduire l'accord-cadre, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au Titulaire.

Les délais d'exécution des prestations seront définis dans chaque bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du contrat, toutefois les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du contrat.

4-3. Calendrier détaillé d'exécution :

Les prestations objets du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel fixé comme suit :

Notification du marché : Octobre 2025 ;

Déploiement et formation : de la notification jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Démarrage opérationnel : 01 janvier 2026.

Article 5. – Retrait du dossier de consultation des entreprises et présentation des candidatures et des offres


5-1. - Retrait du dossier de consultation des entreprises

Conformément à l'article R. 2132-2 du Code de la commande publique, qui dispose que « *pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, la mise à disposition des documents de la consultation s'effectue sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence* », et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le retrait du dossier de consultation se fait **exclusivement par voie électronique**.

5-1-1. - Conditions de retrait par voie électronique

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr> (**maître d'ouvrage : Palais des Festivals et des Congrès_06**).

Pour cela, les candidats créent – gratuitement - leur espace privé sur le site. Ils peuvent indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement des documents ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

 L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse électronique qu'ils indiquent sur le profil d'acheteur, doit être une adresse valide. Cette adresse doit pouvoir être consultée fréquemment afin d'être tenu au courant de toutes les éventuelles modifications ou précisions qui peuvent être apportées par le pouvoir adjudicateur aux documents de la consultation. Une boîte « fonctionnelle » non nominative peut être intéressante pour pallier l'éventuelle absence, provisoire ou définitive, du titulaire de l'adresse et éviter une perte d'information pour l'entreprise.

Les informations données par les candidats sont déclaratives. L'exactitude desdites informations est de leur responsabilité.

Il est à noter que conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, les candidats disposent d'un accès direct au téléchargement du dossier complet sans s'identifier. **Ce téléchargement anonyme ne leur permettra pas cependant d'être tenu informés des éventuels compléments, corrections ou modifications apportés au dossier.** Dans ce cadre, **il leur appartient de se tenir à jour régulièrement des évolutions** qui pourraient être apportées au dossier.

EN CAS DE LITIGE PORTANT SUR LE CONTENU DES DOCUMENTS, SEULS LES DOCUMENTS MIS EN LIGNE PAR LA S.E.M.E.C. FERONT FOI.

5-1-2. - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- Présent Règlement de la Consultation ;
- Acte d'Engagement (A.E.) ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Politique voyage ;
 - o Annexe 2 : Besoins et procédure.
- Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Détail quantitatif estimatif (DQE) - (onglet DQE dans le classeur Excel du BPU) ;
- Lettre de candidature – désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1, version du 01/04/2019) ;
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2, version du 21/11/2023) ;
- Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, version du 12/10/2023).

5-2. - Présentation des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être en français ou traduits en français, s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les prix seront libellés en euros.

Les candidats auront à produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

A. ELEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE

Pièces à produire **obligatoirement** à l'appui de leur candidature en application des articles R. 2143-3 à R. 2143-5 et R. 2143-11 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, par les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché :

(En cas de groupements, ces pièces devront être établies par chacun des membres du groupement).

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
Situation juridique – références requises		
A.1	Lettre de candidature indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement ;	NON
A.2	Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;	NON
N.B. : les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC1 - version du 1 ^{er} avril 2019 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, qui contient en outre la déclaration sur l'honneur demandée au point A.2 ci-dessus.		

Capacité économique et financière		
A.3	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, ainsi que le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;	NON
A.4	Preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents en cours de validité ;	NON
N.B. : si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque.		
Références professionnelles et capacités techniques		
A.5	Liste des principales fournitures ou principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les candidats mettront en exergue des références de prestations comparables à celles qui font l'objet du présent marché (voyages et déplacements professionnels) ;	NON
A.6	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;	NON
A.7	Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché, objet de la consultation.	NON
N.B. : pour les points A.3 à A.7 ci-dessus, les candidats sont invités à utiliser le formulaire DC2 - version du 21 novembre 2023 - joint au présent dossier de consultation des entreprises, en y annexant les renseignements ou documents demandés.		

→ Pour justifier de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (cotraitance ou sous-traitance).

Dans ce cas, il justifie des capacités du ou des opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Pour ce faire, le candidat produit :

- a) les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui (voir points A2 à A7 ci-dessus) ;
- b) un engagement écrit du ou des opérateurs en question par lequel ce(s) dernier(s) atteste(nt) mettre à la disposition du candidat ses(leurs) capacités professionnelles, techniques et financières pour l'exécution du marché.

Ces pièces sont à produire à l'appui de la candidature.

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé (→ (<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>) en lieu et place des déclarations, documents et renseignements requis ci-dessus justifiant de leurs capacités.

Il est précisé que, dans ce cas, les candidats ne sont pas autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME doit être rédigé en français.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel doit remplir un DUME.

Un candidat qui participe à la procédure de passation à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes **pour chacune des entités auxquelles il fait appel** (*soit les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et à la partie III du DUME ainsi que, dans la mesure où cela est pertinent pour la ou les capacités spécifiques auxquelles le candidat a recours, les informations demandées dans les parties IV et V*), dûment rempli et signé par les entités concernés.

Enfin, en cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V du DUME doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME peut être rempli en ligne, imprimé, puis envoyé avec l'offre. Si la procédure est gérée par voie électronique, le DUME peut être exporté, stocké et envoyé par voie électronique.

Les candidats peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans leur dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

B. OFFRE

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être en français ou traduits en français, s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Les prix seront libellés en euros.

Les candidats remettront **obligatoirement** les pièces suivantes :

	PIÈCES À REMETTRE	SIGNATURE
B.1	<p>Acte d'engagement : l'offre du candidat est établie sur l'acte d'engagement joint au dossier de consultation des entreprises.</p> <p>Il est recommandé aux candidats de transmettre cette pièce dûment complétée, datée et signée par les représentants qualifiés et dûment habilités à cet effet de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.</p>	NON

	<p><i>Si l'acte d'engagement n'a pas été remis signé au stade de la remise des plis, la SEMEC transmettra au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché un acte d'engagement à signer, reprenant notamment les éléments de son offre et les éventuelles mises au point effectuées.</i></p> <p><i>Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.</i></p> <p><i>Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4 - annexe au cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance);</i></p> <p><i>Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, les candidats devront, outre l'annexe à l'acte d'engagement susmentionnée, remettre une déclaration desdits sous-traitants indiquant que ces derniers ne tombent pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.</i></p> <p><i>Ils devront également indiquer les capacités des sous-traitants.</i></p> <p><i>Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.</i></p>	
B.2	Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.), cadre joint au dossier de consultation à compléter ; Toutes les lignes doivent être complétées sans exception, sans modification.	NON
B.3	Le devis quantitatif estimatif (D.Q.E.), cadre joint au dossier de consultation à compléter ;	NON
B.4	<p>Le cadre de réponse technique (CRT) détaillant l'offre technique du candidat et justifiant les dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des prestations (voir article 6.2 ci-dessous).</p> <p>L'examen de la valeur technique de l'offre se fera sur la base de ce cadre de réponse technique. Il aura valeur contractuelle lors de la signature du marché.</p> <p><i>Il est impératif pour les candidats de répondre au sein du cadre de réponse technique sous peine de voir leur offre rejetée. Le mémoire technique n'est pas autorisé.</i></p>	NON

Les prix seront libellés en euros.

Pièces contractuelles opposables au titulaire :

Les documents remis par le candidat retenu à l'appui de sa proposition constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, qui pourra à tout moment en exiger le respect. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ils ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Les réponses aux questions du pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des propositions ;
- Le cadre de réponse technique justificatif remis dans la proposition.

Article 6. – Examen des candidatures et jugement des offres

6-1. - Critères de sélection des candidatures

6-1.1. - Recevabilité des candidatures

Si la SEMEC constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, elle peut, étant entendu qu'il ne s'agit que d'une faculté, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Seront éliminés les candidats :

- Dont la candidature n'a pas été reçue dans les délais prescrits ;
- Qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions ci-avant, ne satisfont pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur ou ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par ce dernier.

Concernant le cas particulier des groupements, il sera contrôlé la recevabilité de chacune des entreprises qui constituent le groupement. L'irrecevabilité de l'une des entreprises membres du groupement, entraîne, de fait, celle du groupement entier.

6-1.2. - Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées au regard des renseignements, documents ou certificats exigés par le pouvoir adjudicateur pour évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières des opérateurs économiques, mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence et à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020, portant diverses mesures en matière de commande publique, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'acheteur ne tiendra pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut justifier, à elle seule, l'élimination d'un candidat.

En cas de groupement, il est à noter que l'appréciation des capacités des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour l'exécution du marché public.

Il est à noter que, conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

6-2. - Critères de choix des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Parmi les critères de choix des offres prévus à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique, un poids particulier sera attribué aux critères suivants selon leur pondération :

1. Valeur technique (60 %).
2. Prix des prestations (40 %) ;

Le critère « Prix des prestations » sera apprécié au regard du montant total indiqué dans le devis quantitatif estimatif (DQE).

L'examen de la valeur technique de l'offre se fera en appréciant le mémoire technique fourni par les candidats.

Ce critère sera décomposé comme suit :

SOUS-CRITÈRES DE LA VALEUR TECHNIQUE	PONDÉRATION
1.1. Organisation du prestataire pour la réalisation de la mission	25 %
1.2. Qualité et fonctionnalité de l'outil de réservation en ligne	30 %
1.3. Offre de services	30 %
1.4. Performance en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet de la prestation	15 %

La liste complète des éléments justificatifs et la pondération des sous-critères se trouvent dans le cadre de réponse technique (CRT) ;

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 10.

Les critères sont notés sur 10.

Les sous-critères sont notés sur 10.

En cas de discordance constatée dans une offre, **les indications portées en chiffres dans le bordereau des prix unitaires prévalent sur toutes autres indications de l'offre et le montant du devis estimatif est rectifié en conséquence.** Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seront constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail qui sera pris en considération

Conformément aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse, y compris pour la part du marché qu'il est envisagé de sous-traiter, fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

6-3. - Négociation

Sans objet.

6-4. - Fin de la procédure

Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner en produisant, si ce n'est déjà fait, les pièces suivantes :

- **Les attestations et certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents** prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (*voir l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concessions*) ;
- **Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail** (*ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché*) ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat, pour prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, devra, conformément à l'article R. 2143-9, produire **son numéro SIREN** (numéro unique d'identification), attribué par l'INSEE, afin de permettre à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes de l'entreprise via le site internet: <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>. Ce site permet, en effet, de retrouver les informations d'immatriculation d'une entreprise et, donc, les données contenues dans un extrait KBIS/D1 ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la **copie du ou des jugements prononcés** ;

- **Les candidats sont invités à déposer directement les pièces et attestations mentionnées ci-dessus en ligne sur la plate-forme <http://www.e-attestations.com>, dédiée au pilotage de la conformité des tiers, que la SEMEC met gratuitement à leur disposition. Les délais de procédure en seront réduits d'autant.**

Par ailleurs, en cas de groupement, **le document d'habilitation du mandataire** par ses cotraitants, justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte et des conditions de son habilitation, devra être produit.

Le délai qui sera laissé au candidat retenu pour la production de ces pièces, est de cinq (5) jours ouvrables suivant la date d'information de la décision attributive de l'acheteur.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne produit pas ces documents dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, son offre sera rejetée et son élimination prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Les candidats établis à l'étranger, doivent produire un certificat établi par les administrations et organismes de leur pays d'origine ou d'établissement, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-avant.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux-ci-dessus mentionnés, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment, ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Article 7. – Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidats peuvent transmettre les candidatures et les offres dans les conditions explicitées aux articles suivants.

7-1. - Envoi ou remise des candidatures et des offres sur support papier

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique qui dispose que « les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché ont lieu par voie électronique », l'envoi ou la remise des offres sur support papier n'est PAS AUTORISEE.

7-2. - Envoi des candidatures et des offres par voie électronique

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics (JORF du 20 décembre 2009 – NOR : ECEM0929046A), les candidats doivent transmettre les candidatures et les offres PAR VOIE ELECTRONIQUE à l'adresse Internet <https://www.marches-securises.fr> et dans les conditions suivantes :

Formats Les formats de documents acceptés sont les suivants : le format PDF (mode non révisable), le format texte universel (mode révisable), les formats bureautiques ouvert ODF (mode révisable, format ouvert, normalisé ISO) ou propriétaire Microsoft (mode révisable - Word, Excel, PowerPoint, etc.) – sachant que le pouvoir adjudicateur dispose de la version Microsoft 2010 - , le format propriétaire DWG (mode révisable) ou le format « Open DWG » (mode révisable) pour les plans ou dessins techniques , les formats JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies ou images. Tout autre format de fichier peut, dès lors qu'il s'agit d'un format réputé « courant et largement disponible », être utilisé.

Il est précisé aux candidats que les pièces et documents électroniques ne respectant pas les indications ci-dessus relatives aux formats ne seront pas traités. Ainsi, ils ne pourront pas valablement être considérés comme ayant été transmis avec la candidature et/ou avec l'offre du candidat concerné.

Virus Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature Les catégories de certificats de signature électronique (CSE) autorisées et les formats autorisés sont ceux listés dans l'arrêté du 22 mars 2019.

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise des offres, mais les candidats sont toutefois vivement encouragés à signer, dans la mesure du possible, leur offre électroniquement (voir ci-dessous les catégories de certificats admises).

Par la seule remise d'un pli, les opérateurs économiques confirment leur intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engagent, s'ils sont désignés comme attributaire, à signer le marché ainsi que tous les documents afférents. En cas de refus de signature, ils s'exposent à voir leur responsabilité engagée par l'acheteur.

Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer


L'outil d'assistance au dépôt de réponses par voie électronique permet de déposer des fichiers et/ou des dossiers. D'une façon générale, il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers et/ou les dossiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.


Horodatage

L'horodatage du dépôt est réalisé au moment où le dernier octet constitutif de votre réponse est réceptionné par le Profil d'Acheteur. Il est ainsi conseillé de débiter le transfert suffisamment longtemps avant l'heure limite de dépôt et de prendre en compte le volume à transmettre ainsi que le débit de votre connexion Internet.

Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom...). A noter que si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

 Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

 Cette copie, transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez le pouvoir adjudicateur, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **COPIE DE SAUVEGARDE** ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Assistance Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : **04 92 90 93 27**.

Autres Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Rematérialisation des documents

Les documents transmis par voie électronique pourront être re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

7-3. - Divers

A noter, en revanche, que la transmission des candidatures et des offres par télécopie **n'est pas admise**, de même que la transmission par mail (**seul le profil d'acheteur répond en effet aux conditions de confidentialité et de sécurité optimales imposées par la réglementation**).

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par l'acheteur est ouverte, dans le délai fixé pour la remise des offres.

Une fois déposées, les candidatures et les offres ne peuvent plus être retirées ni modifiées et restent la propriété de l'Acheteur.

Article 8. – Visite sur les lieux d'exécution du marché

Sans objet.

Article 9. – Autres renseignements

9-1. - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront les demander par écrit, en passant par la plate-forme www.marches-securises.fr

Ils devront les demander au plus tard avant **la date et l'heure limites imparties pour formuler des questions, indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

9-2. – Confidentialité

Les entreprises consultées s'engagent à traiter les informations contenues dans le dossier de consultation de manière confidentielle, et à ne divulguer sous aucun prétexte à des tierces personnes, en dehors de leurs besoins propres, les informations strictement nécessaires à l'établissement de leur offre. Toute autre diffusion d'informations émanant du marché ne pourra être faite sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

9-3. – Déclaration sans suite

À tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure. Les candidats ne pourront prétendre à aucune indemnisation, ni élever aucune réclamation.

9-4. - Recours

9-4.1. - Instance chargée des procédures de recours

- Tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 - Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>

9-4.2. - Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

- Greffe du tribunal judiciaire de Marseille – 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 - Tél. : 04.91.15.50.50 – Fax : 04.91.54.42.90 – E-mail : accueil-marseille@justice.fr – Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>
